

Unité bi-départementale Eure Orne
12 Rue de Melleville
27930 Angerville La Campagne

Angerville La Campagne, le 27/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2022

Contexte et constats

Publié sur



LINIERE SAINT MARTIN

113 Rue du Puits
27300 ST MARTIN DU TILLEUL

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2022 dans l'établissement LINIERE SAINT MARTIN implanté 113 Rue du Puits 27300 ST MARTIN DU TILLEUL. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Récolement de l'APC du 6/08/2021

REX incendie du bâtiment S3

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LINIERE SAINT MARTIN
- 113 Rue du Puits 27300 ST MARTIN DU TILLEUL
- Code AIOT dans GUN : 0005802236
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société LINIERE SAINT MARTIN réalise une activité de travail de lin : peignage et affinage. Elle a intégré la coopérative CapSeine en 2016 (groupe Nat-Up). Le site comporte une partie des bâtiments et structures très proche des limites de propriétés et des bâtiments du voisin (la société TEILLAGE SAINT MARTIN) : historiquement les 2 sites ne formaient qu'un.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Récolement de l'APC du 6/08/2021
- Retour d'expérience suite à l'incendie du bâtiment S3

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Situation administrative	AP Complémentaire du 06/08/2021, article 2	/	Sans objet
Consistance des installations autorisées	AP Complémentaire du 06/08/2021, article 3	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 06/08/2021, article 5	/	Sans objet
Bâtiment S1	AP Complémentaire du 06/08/2021, article 6	/	Sans objet
Silos anas	AP Complémentaire du 06/08/2021, article 7	/	Sans objet
Analyse risque foudre	AP Complémentaire du 06/08/2021, article 8	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les travaux d'aménagement de l'atelier de filature sont quasiment terminés, la mise en service est démarrée.

Des observations ont été formulées sur certains points de contrôles. Il est de la responsabilité de l'exploitant d'y remédier.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Situation administrative

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/08/2021, article 2
Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative
Prescription contrôlée : L'article 1.2.1 « liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées »
Constats : 1/ rubrique 2311 - Autorisation L'exploitant a déclaré être en-dessous de la capacité de production fixée à 40,12 t/j pour la rubrique 2311 "traitement de fibres d'origine végétale compte tenu que toutes les machines ne sont pas encore installées notamment celles de l'atelier filature. Les machines du bâtiment S3 (sinistrées par l'incendie) ont redémarrées mais la capacité de production est encore limitée car les "chambres" de stockage intermédiaire n'ont pas encore été remplacées suite à l'incendie. Lors de l'inspection, il a été constaté que l'atelier de filature (bâtiment S1) est effectivement en cours de démarrage (seulement quelques machines sont présentes). 2/ autres rubriques : il n'a pas été déclaré de modifications par rapport aux autres rubriques soumises à déclaration du tableau ICPE.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/08/2021, article 3
Thème(s) : Situation administrative, Consistance des installations autorisées
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'article 1.2.3 « consistance des installations autorisées » de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes :</p> <p>« L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante (plan en annexe 1) :</p> <ul style="list-style-type: none">• Bâtiment P : atelier de peignage comprenant 4 peigneuses, 2 auto spreader et 1 craquese ainsi que des stockages d'emballages plastiques,• Bâtiment S1 : atelier de filature,• Bâtiment K : local de traitement des poussières comprenant deux presses, atelier d'entretien et présence de 8 machines de préparation,• Bâtiment S3 : 1 ligne de cardage, 1 ligne affinage, 1 carde ruban et stockage de matières premières et de produits finis,• Bâtiment S2 : stockage de matières premières et de produits finis,• Un silo de stockage d'anas de lin,• Des bureaux <p>Le site fonctionne en 3*8h du lundi au vendredi.»</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant ne déclare pas de modification dans la consistance des bâtiments; le bâtiment S1 dédié initialement au stockage a été transformé en atelier de filature suite à la notification de l'APC du 6/08/2021.</p> <p>Si cette nouvelle activité se développe tel que prévu, l'exploitant envisage de nouvelles évolutions telles que :</p> <ul style="list-style-type: none">- l'ajout de machines en amont de l'atelier filature pour préparer un stock suffisant,- l'installation de nouvelles machines de filature au sec,- la modification du bâtiment S2 pour implanter du stockage sur toute sa surface (actuellement seule une partie est autorisée au stockage).
<p>Observations : Les évolutions/modifications envisagées devront faire l'objet d'un porter à connaissance à monsieur le préfet avant réalisation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/08/2021, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none">• un poteau incendie conforme aux normes en vigueur et d'un diamètre DN150 situé à l'entrée du site. Celui-ci doit délivrer un débit de 60 m3/h sous une pression dynamique minimale de 1 bar.• une réserve d'eau incendie de 240 m³. <p>Cette réserve d'eau incendie dispose d'une aire d'utilisation et doit être aménagée conformément aux caractéristiques techniques de les fiches 2.6 (citerne souple) et 2.9 (aire d'aspiration) annexée au règlement départemental de défense extérieur contre l'incendie. L'accès à cette(ces) plate(s)-forme(s) doit être assuré par une voie engin de 3 mètres de large, stationnement exclu.</p> <p>Les moyens de défense extérieure contre l'incendie (citerne souple) doivent être réceptionnés en présence d'un représentant du SDIS. L'exploitant doit transmettre un exemplaire de ce rapport au service de prévision situé 8 rue du Dr Michel Baudoux – BP 613 – 27006 EVREUX CEDEX.</p>
Constats : L'inspection a constaté que les aménagements des 2 accès ont été réalisés pour permettre un accès plus aisé des engins de secours ainsi que la présence du poteau incendie à proximité d'un accès et l'installation de la nouvelle réserve d'eau de 240 m3 avec une aire d'aspiration. La dernière vérification du poteau incendie date de juin 2020 (63 m3/h pour 1 bar). La réserve en eau n'a pas encore été réceptionnée par le SDIS.
Observations : Observation n°1 : l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il est de sa responsabilité : <ul style="list-style-type: none">- de faire réceptionner la réserve d'eau et de disposer chaque année du dernier justificatif de vérification du poteau incendie.- de matérialiser au sol la zone à maintenir libre pour le positionnement des engins de secours devant la réserve d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bâtiment S1

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/08/2021, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Bâtiment S1
Prescription contrôlée : L'article 8.1.2.1 « Bâtiment S1 » de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes : Un atelier de filature est implanté dans le bâtiment S1. Le stockage des matières premières et des produits finis (bobines) dans le bâtiment S1 est limité à la production journalière. Le bâtiment S1 est équipé en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à 2 %. En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellules. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et accessibles au service d'incendie et de secours. Le local chaufferie est constitué de mur REI 120. Le local compresseur est séparé du bâtiment S1 par un mur REI 120. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection a constaté que le bâtiment S1 a été réaménagé pour accueillir l'atelier de filature : <ul style="list-style-type: none">- un mur séparatif a été enlevé,- des collecteurs d'eaux usées ont été installés au sol pour évacuation vers un stockage extérieur (GRV) et traitement vers société spécialisée,- des trappes de désenfumage ont été installées en toiture,- des extincteurs sont présents. L'exploitant a tenu à disposition le DOE indiquant le respect d'une surface de désenfumage de 2% (13 trappes de désenfumage ont été installées). A l'extérieur, deux locaux ont été implantés (parpaing) : un local compresseur et un local chaufferie biomasse avec son stockage. Ces locaux sont en cours de finalisation. L'exploitant ne dispose pas encore des justificatifs du degré REI 120 de ces murs, les travaux de ces locaux n'étant pas encore finalisés.
Observations : Observation n°2 : La réception des travaux est en cours de finalisation, il est de la responsabilité de l'exploitant d'obtenir et de mettre à disposition les éléments justificatifs suivants : <ul style="list-style-type: none">- plan du désenfumage permettant de justifier le respect des 2%- justificatifs du degré REI 120 des murs du local compresseur et du local chaufferie biomasse Observation n°3 : le stockage des eaux industrielles (1 m3) n'est pas sur rétention, l'inspection demande à l'exploitant d'y remédier et mettre en place un stockage d'une capacité suffisante par rapport à la production projetée comportant un dispositif en cas de perte de confinement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Silos anas

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/08/2021, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Silos anas
Prescription contrôlée : Le chapitre 8.3 « Silo d'anas » de l'arrêté préfectoral du 18 décembre 2006 est remplacé par les prescriptions suivantes : « L'étude des dangers conclut que cette installation génère de nouvelles zones d'effets sur la société TEILLAGE SAINT MARTIN qui n'avaient pas été incluses dans l'acte notarié de 2005 visant à maîtriser les activités dans les zones de risques. La société LINIERE SAINT MARTIN doit reconsolider l'acte notarié de 2005 en actualisant les zones de dangers, en limitant les activités à risques dans ces zones et en renforçant la stratégie d'alerte entre les voisins (définir des modalités d'alerte rapide, réaliser des exercices d'évacuation en commun en cas d'incendie ou d'explosion). Une délimitation claire des limites de propriétés est également à préciser. »
Constats : L'exploitant a réalisé un protocole en date du 2 juin 2022 avec la société TEILLAGE SAINT MARTIN et la société ECO-TECHNILIN SAS en vue de répondre à cette prescription. Ce document précise les zones sur lesquelles les activités à risques doivent être limitées, les moyens de prévention pour éviter le risque, les numéros d'alerte de chaque société. Un exercice d'évacuation est prévu pour 2022.
Observations : Observation n°4 : L'inspection demande de compléter ce protocole avec une liste de numéro d'astreinte (un seul interlocuteur n'est pas suffisamment robuste). Observation n°5 : L'inspection demande à l'exploitant de l'informer de la date de programmation de l'exercice en commun d'évacuation (avant la fin de l'année 2022).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Analyse risque foudre

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/08/2021, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse risque foudre
Prescription contrôlée : Une mise à jour de l'Analyse du Risque Foudre est réalisée, des protections supplémentaires, le cas échéant, sont mises en place avant l'exploitation.
Constats : L'inspection a constaté la mise en oeuvre de 4 paratonnerres afin de protéger le site du risque foudre (suite à la signature de l'arrêté du 6/08/2021). L'exploitant a déclaré que la visite annuelle est programmée la semaine suivante.
Observations : Observation n°6 : sous 1 mois, transmettre le justificatif de vérification annuelle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Retour d'expérience suite à l'incendie du 23/02/2021 :

Suite à l'incendie du 23/02/2021 qui s'est produit dans l'atelier de production (bâtiment S3), l'inspection a demandé à l'exploitant de transmettre :

1/ les bordereaux justifiant l'élimination des eaux d'extinction en tant que déchet - transmis le 19/03/2021

2/ l'analyse détaillée des causes et des actions correctives à mettre en œuvre sur le site suite au retour d'expérience de cet événement - transmis les 23/02/2021 et 13/12/2021

L'exploitant s'est fait assister de la société APAVE pour rechercher les causes potentielles du départ de feu, le rapport met en avant 3 hypothèses :

- enroulement de matières sur la coupeuse,
- défaillance éventuelle du détecteur de métal,
- présence de silex dans la matière.

Les pistes d'amélioration proposées dans le rapport sont la mise en œuvre de détecteur de flamme et étincelle IR associé à un clapet de découplage ou déroutage avant silo et extinction à l'eau.

L'exploitant étudie la piste d'une détection d'étincelles associé à un clapet de déroutage vers une gaine et une cuve avec eau pour extinction. Ce dispositif serait installé pour le dernier trimestre 2022 au plus tôt.

3/ le plan d'actions projeté pour la remise en état des machines et du bâtiment, le contrôle des sécurités associées et l'échéancier de remise en service des installations :

Le bâtiment et les machines ont fait l'objet de travaux de rénovation. La toiture du bâtiment a été refaite à neuf avec du désenfumage d'une surface de 2% a été mis en œuvre (devis n°9653 - société SNSE - attestation de contrôle du 23/12/2021). Les extincteurs ont été contrôlés par la société CHUBB le 30/03/2022 (1 extincteur en défaut sur 94 contrôlés).

La production a redémarré, 1 ligne fonctionne, la deuxième était en panne lors de la visite.